

De la maternelle à l'université L'apprentissage du capitalisme

On croyait le gouvernement Sarkozy-Fillon-Chatel lessivé, usé, dépassé après 2 ans et demi de bons et loyaux services envers le patronat, à coup de destructions des conquêtes sociales, d'acharnement sur les classes populaires, « violentes et dangereuses » selon lui ; mais toujours plus haut, plus fort et plus vite, il enchaîne avec le passage en force de la contre-réforme du lycée, la suppression de plus de 5 200 postes d'enseignants de collège et lycée, s'ajoutant au 45 000 postes supprimés depuis 2003 (plus de 10% des profs !)... enfin bref tout ce qu'il faut pour accélérer la privatisation de l'enseignement !

Actualité, réflexions et
débat, lisez le mensuel

ALTERNATIVE
LIBERTAIRE



Lieux de vente dans la région sur:

www.al-alsace.tk

Table de presse: mercredi, 12h30-14h30, patio de l'Université, Strasbourg.

Vente: 2^{ème} samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.

Lettre de d'infos AL en Alsace, inscription sur:

alterlib.alsace@gmail.com

Abonnement: chèque à l'ordre d'Alternative libertaire 20€ pour un an ou 15€ tarif réduit (chômage, précarité, études), 30 € tarif international.

L'Etat met le feu aux bahuts

Après une forte mobilisation lycéenne en 2008, qui a rassemblé plus de 150 000 personnes le 18 décembre, la « réforme » du lycée semble entrer en vigueur cette année sans trop d'opposition.

Ce projet gouvernemental, sur le papier, se veut exigeant avec la qualité de l'enseignement et prétend améliorer le niveau des élèves français, en comparaison avec les élèves d'autres pays dits « concurrents ».

Mais dans la réalité, le nombre d'heures d'enseignement diminue (de 2 heures sur les enseignements communs dès la seconde, sans compter les autres matières) et, naturellement, le programme reste le même: on impose donc un modèle de bachotage, une sorte de « marche ou crève » pédagogique, au détriment d'un travail plus épanouissant qui laisserait le temps et les moyens de développer des visions plus critiques du savoir. Loin de faire progresser le niveau général, cette contre-réforme ne vise qu'à augmenter la sélection et réserver la réussite au lycée une élite.

La spécialisation du cycle terminale augmente, enfermant les élèves dans des filières. La spécialisation de chaque bac limitera d'autant les possibilités réelles de choix d'orientation dans l'enseignement supérieur, les étudiants et étudiantes arrivant à l'université seront encore davantage triés, classés, marqués.

A Bischheim, Illkirch ou Schillick...

l'énergie de nos lycées déjà privatisée !

Sous prétexte d'écologie et d'économie, la région Alsace a déjà confié l'alimentation énergétique et sa gestion pour 14 lycées à une société privée. Prétendant le secteur privé forcément plus écolo, la région a dépouillé les personnels techniques de l'Education Nationale de l'une de leurs missions. Il faut pourtant rappeler que le but d'une entreprise est de faire du profit, donc de vendre plus cher que le coût de revient, ce qui obligera les lycées à payer au final leur énergie plus cher que si elle était restée publique.

L'université de Son Excellence

Dans la même perspective, les mobilisations des étudiants et étudiantes contre la LRU depuis 2007 ont mis en lumière la casse de l'éducation supérieure entreprise par le gouvernement. Cette LRU est le cheval de Troie qui permettra au patronat de prendre en main les formations universitaires : un programme argent contre main d'œuvre qui correspond à la politique européenne entamée par le processus de Bologna. Le but est le même partout

Anticapitalisme
Egalité
Autogestion

en Europe, des universités à deux vitesses : les unes pôles d'excellence avec des frais d'inscriptions très élevés pour l'élite, les autres, petites universités sans renommées ni financement pour le bas peuple. Après plus d'un siècle d'école étatique, spécialisée dans le bourrage de crâne patriotique, fournissant la chair à canon, on passe à une école fournissant la chair à patron.



Grande braderie de l'Education Nationale

Tous ces projets semblent basés sur une logique économique : l'éducation coûterait trop cher, il faudrait réduire les coûts. Mais, loin d'être une catastrophe naturelle aussi inévitable qu'un tremblement de terre, cette politique éducative vise à détériorer l'enseignement public, pour pouvoir le privatiser.

La méthode est simple : inciter les familles aisées à inscrire leurs enfants dans le privé, grâce aux différentes mesures qui dégradent l'éducation publique

- suppression massive de postes pour alourdir les classes des établissements publics
- recrutement massif de profs pour alléger les classes des établissements privés (1260 postes au concours en 2010 contre 569 en 2009), mais payés par l'Etat.
- loi Carle votée le 29 septembre 2009 qui oblige les maires à financer les écoles privées, même à l'extérieur de leur commune.

A l'école des libertaires :

Depuis un siècle et demi, les libertaires développent l'idée de lycées polyvalents, sans hiérarchie entre enseignement manuel et intellectuel, sans compétition entre les différents lycéens et lycéennes. Des expérimentations en lycée de ce type existent depuis longtemps, comme au lycée expérimental de St-Nazaire ou au lycée autogéré de Paris.

Dans le supérieur, des expériences de cours alternatifs ont eu lieu lors du mouvement de 2009. Ces cours, à l'image de l'expérience de l'université de Vincennes, déconstruisent les rapports d'autorité, avec une posture de recherche critique, ouverte et innovatrice.

Les intérimaires de l'enseignement

De la même façon, le projet de *masterisation* de la formation des enseignants permettra de former un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes aux métiers de l'enseignement... sans les recruter ! La fin en est de fournir un stock de profs qui n'ont pas réussi le concours, disponibles pour de petits boulots précaires. L'Etat peut ainsi supprimer encore plus de fonctionnaires, recruter des contractuels plus dociles et plus flexibles... C'est naturellement l'éducation privée qui sortira gagnante de cette politique devenant un secteur rentable, alors que les jeunes des classes populaires auront de plus en plus de mal à accéder à enseignement de qualité.

Lutte pour les classes

Comme l'année dernière, seule une mobilisation unitaire peut faire reculer ce gouvernement arrogant. Aux lycéens et aux lycéennes, aux étudiants et aux étudiantes de prendre en main la lutte contre ce projet de privatisation et pour la réappropriation de leur enseignement, en lien avec les personnels de l'éducation, de créer des comités d'action, pour sortir de la logique de certains syndicats, qui ne mobilisent qu'avec des visées électoralistes.

Ce n'est qu'en prenant nous même en main le système éducatif que nous pourrons en faire un outil d'émancipation pour l'ensemble de la population. Pour cela, il faut se réapproprier nos lieux d'apprentissage, et commencer par refuser l'offensive qui vise à les détériorer et les privatiser !

Qui sommes-nous ?

Nous sommes **communistes** et **libertaires**, et combattons le capitalisme et les oppressions qu'il engendre.

Le **communisme** n'a rien à voir avec le système étatique d'exploitation de l'ex-URSS. Il vise l'abolition des privilèges et de l'exploitation née de l'appropriation des moyens de productions par quelques individus.

Nous voulons nous débarrasser des **hiérarchies**, qui permettent à une classe de s'accaparer les pouvoirs !

Ce changement de société ne peut s'opérer que par le renversement **révolutionnaire** du capitalisme par l'ensemble des exploités !

Tous et toutes en grève jeudi 21 janvier !